Jean-Marc Lavest : "Il n devienne l'Inde des Etats

4e recteur de l'Université française en Arménie (UFAR), depuis sa création, Jean-Marc Lavest a pris ses fonctions à l'automne 2015. Nous l'avons rencontré en août dernier, à la veille de la rentrée 2017, pour faire le point sur ce qui fait la singularité de son établissement.

■ PAR TIGRANE YÉGAVIAN - ERÉVAN

Jean-Marc Lavest, recteur de l'UFAR

France Arménie : Quelle place occupe l'UFAR au sein du paysage académique arménien ?

Jean-Marc Lavest : Dans son essence même, l'UFAR n'a pas vocation à devenir une université de 10 000 étudiants. Nous en sommes actuellement à 1 200 pour une capacité d'accueil de 2 000 sur les 80 000 étudiants que compte l'Arménie. Nous ne sommes pas qualifiés pour aller au-delà. L'objectif inscrit dans les fondamentaux de cette université est de former les cadres à un haut niveau d'excellence dans différents secteurs et que ces derniers doivent être imprégnés de la culture universitaire française et européenne afin que, munis de ces compétences différentes, ils puissent participer au développement du pays.

Quand vous parlez de formation, faites-vous allusion à la Faculté de Droit qui forme des cadres dans l'administration arménienne ?

Pas uniquement ! Comme nous l'indiquent nos statistiques annuelles sur l'insertion de nos étudiants, le secteur privé est nettement majoritaire (banques, commerce, industries…). Si d'anciens étudiants vont dans le public et le parapublic, ce n'est pas là notre cible première. On voit très bien que beaucoup d'entreprises vont recruter des diplômés de notre Faculté de Droit pour s'occuper de ressources humaines ou développer du commerce extérieur par exemple, parce que leur culture juridique européenne fera la différence.

Comment qualifieriez-vous cette valeur ajoutée, ou* « French touch » *?

Je commence à la mesurer de mieux en mieux. Sans vouloir être péjoratif dans mes propos, je crois qu'il y a un certain nombre d'établissements qui s'inscrivent dans une réplique du système soviétique d'apprentissage, basé notamment sur le par cœur. Ce qui fait que nos étudiants sont recherchés sur le marché, c'est pour leur faculté d'analyse et de synthèse. Ceux qui sortent de cette université sont caractéristiques sur le marché par la façon qu'ils ont d'aborder simultanément tout un nombre de sujets et de pouvoir analyser et synthétiser au moment où ils vont prendre des décisions. Cette façon de cheminer intellectuellement est un trait distinctif des méthodes pédagogiques françaises. L'autre trait propre à l'UFAR, est la forte volumétrie de l'apprentissage. Il y a beaucoup d'heures de cours et beaucoup de rigueur au moment de l'évaluation des compétences. C'est là quelque chose de fondamental auquel nous attachons beaucoup d'importance. On certifie au moment de la remise du diplôme que les compétences sont bel et bien acquises. Les choses sont en train de changer en Arménie, le marché du travail s'ouvre à l'international. Lorsque vous recrutez quelqu'un vous le faites pour ses aptitudes. Ce qui fait que s'il n'est pas forcément dur

Jean-Marc Lavest

Expert en métrologie de vision sur les thématiques liées à la robotique et à la mécanique, Jean-Marc Lavest a été directeur de l'IFMA (Institut français de mécanique avancée) de Clermont-Ferrand, directeur de l'Institut universitaire technologique d'Auvergne et vice-président de l'Université d'Auvergne.

e faut pas que l'Arménie -Unis"

Le campus de l'Université française en Arménie, situé dans le quartier de Kanakerr-Zeytun à Erévan

d'entrer à l'UFAR, puisque la maîtrise du français n'est pas une condition pré-requise, il est bien plus difficile d'en sortir puisqu'il faut forcément en franchir toutes les étapes. On ne fait pas de compromis sur le passage d'une année à une autre, d'où les redoublements. Notre politique est très stricte et en étant rigoureux nous défendons la valeur des diplômes qui sont leurs salaires de demain. Les étudiants doivent en avoir conscience et agir de façon responsable.

Quels sont les points forts de l'UFAR et les facultés les plus prisées ?

Je pense que l'on ne communique pas assez là-dessus. La première force de notre université est qu'elle accorde un triple diplôme, arménien, européen et français (Lyon III). Cette garantie est un excellent passeport pour les étudiants. Outre la faculté de Droit, nous avons une faculté de gestion, de finance et de marketing et nous ouvrons à la rentrée 2018 une faculté d'informatique et de maths appliquées.

Les sciences humaines (philo, lettres) sont-elles mises de côté ?

Quand on a un pays en construction, la vocation première de notre université ne peut aller dans le sens des grandes universités françaises avec un tel panel d'offre culturelle. On doit répondre le plus rapidement possible aux besoins. Nos étudiants représentent 2% de la population estudiantine arménienne, ces 2% doivent à un moment être des décideurs reconnus et compétents. Compte tenu de notre taille, nous ne pouvons pas nous disperser. Il est important de comprendre qu'une université comme la nôtre est d'essence autonome. Aucun moyen financier ne vient de l'Etat arménien, nous recevons une subvention du ministère français des Affaires étrangères ; les salaires du recteur et du secrétaire général sont payés par l'Etat français. Au-delà de cela, il nous faut veiller à l'équilibre des comptes dans leur intégralité. L'UFAR emploie 60 personnes dans son administration et 235 enseignants (intervenants, vacataires). Cela doit être géré comme une entreprise. La soutenabilité financière de chaque projet que nous mettons en œuvre se pose constamment.

A l'heure actuelle, nous vivons un moment de transition, du côté tertiaire (droit, gestion, économie), on va ouvrir une nouvelle branche (mathématiques et informatique) car l'Arménie aura besoin de gens formés de bon niveau. Il ne faut pas que l'Arménie devienne l'Inde des Etats-Unis. Que l'on se contente d'utiliser des cerveaux et des mains pour faire du code à très faible valeur ajoutée. Il faut que l'Arménie qui a une culture

universitaire des mathématiques, soit capable de former des cadres en mathématiques appliquées et en informatique afin que la valeur ajoutée des prochains contrats ne soit pas externalisée ailleurs. Si vous analysez la situation géographique de l'Arménie enclavée, avec deux grosses frontières fermées, le secteur des technologies de l'information (IT), qui est transfrontalier, est à mon sens un investissement important. Nous allons dans ce cadre engager un partenariat avec TUMO.

Quelle est la part de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et d'autres acteurs institutionnels français dans le fonctionnement de l'UFAR ?

Dans le périmètre français, nous avons un partenaire très actif avec lequel nous travaillons qui est l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). L'AUF est organisée en différents secteurs géographiques. Nous dépendons du bureau d'Europe centrale et orientale qui est à Bucarest. C'est un relais à la fois politique et financier. Nous sommes également membres du réseau Senghor des chaires de la Francophonie au même titre que 16 autres universités qui en portent les valeurs et qui sont éparpillées dans le monde. Ce réseau est animé depuis Lyon où se trouve le siège de l'Institut international pour la Francophonie, basé sous l'égide de Lyon III et dirigé par Olivier Garro. Il s'étend en Chine, au Canada, en Afrique. Nous sommes peu en relation avec l'OIF, ce qui s'explique par le manque de temps que j'ai à consacrer. Lors du sommet des ministres des Affaires étrangères de l'OIF, nous nous sommes impliqués en mettant à disposition une centaine d'étudiants pour accompagner les différentes délégations. Nous nous mobiliserons, si nécessaire, pour le prochain sommet de 2018.

Existe-t-il un ERASMUS francophone ?

Cela pourrait avoir lieu mais ce n'est pas le cas. La question est : comment je pallie les cours qui sont en arménien ? L'Arménie souffre de ne pas pouvoir accueillir suffisamment d'étudiants étrangers car elle est très endogamique. L'UFAR est construite sur la double langue : français et arménien. Ce qui fait qu'accueillir des étudiants qui ne parlent pas l'arménien est un handicap. Il faut que l'on garde le bilinguisme en premier cycle, mais je pousse en même temps pour que les masters dans cette université puissent comporter des voies annexes qui n'imposent pas l'arménien comme langue d'enseignement. Toujours est-il que nous avons fait un effort considérable pour les étudiants en doctorat, en partenariat avec Lyon III. L'objectif est d'avoir un corpus d'étudiants arméniens formés à un niveau doctoral, parfaitement francophones. Une fois cet objectif atteint, nous serons en mesure d'augmenter la palette du nombre d'heures en français. Cela permettra d'engranger des économies conséquentes au lieu de couvrir les frais de déplacement et de séjour des professeurs qui viennent de France pour enseigner. Pour la partie arménienne, nous avons des enseignants compétents (DRH, responsables financiers, chefs d'entreprise) mais ils ne parlent pas français. En augmentant le corpus de docteurs arméno-français, on pourra augmenter facilement le nombre et la proportion de cours de masters en français et par ce biais-là, il sera plus aisé d'accueillir des étudiants francophones. L'école doctorale est en train de voir le jour avec six doctorants qui entrent en deuxième année et quatre qui entrent en première année.

L'Université française fait, hélas, figure de parent pauvre comparée à l'Université américaine en Arménie. Pourtant, la Diaspora arménienne francophone a un véritable potentiel. Quel message souhaiteriez-vous adresser aux étudiants français d'origine arménienne et à leurs compatriotes francophones de Belgique, du Canada, du Liban et de Suisse pour qu'ils puissent poursuivre une partie de leurs études à l'UFAR dans le cadre d'un projet professionnel précis ?

On ne peut pas comparer la Diaspora européenne et la Diaspora américaine. Nous sommes dans deux dimensions totalement différentes et des poids économiques sans commune mesure. L'Université américaine en Arménie, qui est un très bel établissement, a été en mesure de lever des fonds privés que l'on n'arrive pas à lever de notre côté avec la Diaspora arménienne de France. C'est un constat. Je pense qu'il ne faut pas comparer mais travailler sur les bases et les valeurs de chacun de nos établissements. La taille de notre université restera plus petite que celle de de sa collègue américaine. Cela étant dit, en tant qu'université de taille modeste, on a vocation à être très réactif. Nous sommes à l'écoute de toute sollicitation externe pour trouver des solutions d'accueil et d'accompagnement d'étudiants qui veulent venir faire des choses ici. Si un étudiant arméno-libanais francophone souhaite suivre des cours à l'UFAR, on arrivera toujours à mettre en place les modalités pour qu'il obtienne les meilleures conditions possibles. C'est ce que nous faisons déjà avec des étudiants originaires de Syrie qui parlent un peu le français. Nous nous trouvons dans un endroit particulier du monde. Je le dis d'autant plus que je ne suis pas arménien : nous sommes à un point d'intersection assez intéressant où cohabite l'influence de l'Orient, de la Russie et de l'Occident. Il suffit de voir les trois universités non arméniennes : américaine, française et russe. C'est assez singulier. L'Arménie est un point d'observation par excellence. Et si vous venez passer un semestre pour prendre le temps d'observer, vous découvrirez énormément de choses. L'Arménie est un creuset de différentes cultures. Il faut bien avoir à l'esprit qu'il y a mille raisons pour rayer ce pays de la carte. Et si l'Arménie existe encore, c'est que c'est un pays, un peuple, une culture et une conscience singuliers. On fait un véritable retour sur soi en passant six mois ici. La taille humaine de notre université peut garantir la qualité. ■

Des étudiants de l'UFAR, cadres de l'Arménie de demain

LE LIBAN, POUMON DE LA DIASPORA

La communauté arménienne du Liban représente près de 100 000 âmes au Liban et à peu près autant d'expatriés en France, au Canada et aux Etats-Unis. Éminemment tournée vers la francophonie, elle contribue largement à la vitalité de celle-ci comme en témoigne la parution, à l'occasion du centenaire de la présence arménienne au pays du Cèdre (avant même son indépendance), d'un précieux ouvrage paru aux *Presses de l'Université de Saint-Joseph* (USJ). Les relations familiales entre la communauté arménienne restée au Liban et celle qui a émigré, notamment en France, en Suisse et au Québec, renforcent largement les échanges et le dynamisme d'une véritable francophonie arméno-libanaise.

■ **PAR TIGRANE YÉGAVIAN**

Vue générale de Bourdj Hammoud prise depuis les hauteurs de Jeitawi, 1999

photo L. Nordiguian

Du fait du caractère confessionnel du système politique libanais, la communauté arménienne présente dans le pays au moment de la proclamation de l'Etat du Grand Liban (1920), a bénéficié de circonstances exceptionnelles sans nul égal en diaspora. Chrétiens mais non arabes, les Arméniens incarnent le symbole d'une intégration parfaitement réussie dans le terreau libanais. Premier ouvrage en français de facture académique sur l'histoire des Arméniens du Liban, la présente somme (1) revient sur leur trajectoire, mais aussi leur contribution à la vie culturelle, économique et politique du pays du Cèdre. Plus de dix ans après la publication de l'ouvrage, pionnier dans le domaine, *Les Arméniens : la quête d'un refuge*, paru chez le même éditeur, ce deuxième opus vient compléter cette chronique avec des textes d'une trentaine d'auteurs largement illustrés par des photos inédites. Des clichés rares et splendides rassemblés via diverses sources : bibliothèques, associations, archives personnelles et universitaires. Témoignages d'un Liban qui n'est plus. Le mérite et l'initiative revient à quatre universitaires francophones libanais, Christine Babikian Assaf, Carla Eddé, Lévon Nordiguian, et Vahé Tachjian (2). A eux quatre, ils ont accompli un travail titanesque d'archivage, d'assemblage et de décryptage, déterrant de sous terre une foule de vies oubliées. En réunissant une trentaine d'articles et de contributions de haut vol, ils ont dressé un panorama aussi exhaustif que possible sur ce qui fait la singularité de l'expérience arménienne au Liban. Il était plus que temps ! Près d'un siècle après leur installation, les Arméniens semblent étrangement absents de la mémoire collective libanaise. Les ouvrages qui traitent de l'histoire du

photo L. Nordiguian

24 Avril 2015. Rassemblement au catholicossat d'Antélias pour la marche commémorant le 100e anniversaire du Génocide

Liban contemporain ne leur font pratiquement aucune place. Pourtant, si la présence arménienne au pays du Cèdre remonte au lendemain du Génocide, des communautés arméniennes ont essaimé bien avant. Siège du Catholicossat de Cilicie déplacé de Sis – la plus grande autorité spirituelle résidant hors des frontières de l'Arménie actuelle – Beyrouth fut naguère par son rayonnement, la capitale culturelle de la Diaspora et ce, après l'éclipse de l'Ecole de Paris à la fin des années 1950.

L'exception libanaise

Dans la foulée des massacres de 1860 contre les chrétiens, un compromis entre les puissances européennes et les Ottomans stipula la nomination d'un gouverneur (*moutassarif*) de confession catholique mais non libanais. C'est ainsi que fut nommé l'Arménien Garabed Artin Daoud Pacha (1861-1868), qui eut pour tâche difficile le redressement du pays après les vingt années d'anarchie qui suivirent la chute de la dynastie chéhabite. Connu pour ses mémoires, son lointain successeur, Ohannès Kouyoumdjian Pacha (1912-1915), vit son mandat brutalement interrompu avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale.

Les Arméniens, dont la première génération n'a que très mal appris l'arabe, se sont regroupés dans des camps de réfugiés situés à la lisière de Beyrouth et sur le littoral. Bien que mal intégrés jusque dans les années 1950, ils se sont aisément accommodés avec la formule libanaise du *"confessionnalisme politique"*, qui leur a permis d'intégrer le concert des 17 communautés libanaises officiellement reconnues. Reposant sur l'indépendance des communautés, ce système a facilité la consolidation des structures garantes du maintien de la langue et de la culture arméniennes.

Du particulier à l'universel : les Arméniens et la photographie

A l'évidence, les Arméniens et la photographie forment un tout indissociable dans la mémoire des Libanais, mais aussi des Syriens, des Jordaniens et des Palestiniens. Dans cette recherche historique, les auteurs ont montré le rôle prépondérant qu'ont joué les photographes arméniens dans la capitale libanaise. Cité dans un article de *L'Orient le Jour*, l'archéologue et photographe Lévon Nordiguian, se souvient que dans les années 1960, un peu plus de 60 % des photographes opérant à Beyrouth étaient arméniens. Des photographes qui se sont imposés par leur talent et leur savoir-faire, à l'instar de Manoug, des frères Sarrafian, de Jean et Harry Naltchayan, de Varoujan Sétian... sollicités par les stars, les hommes politiques ou par des institutions de prestige comme la MEA, la compagnie aérienne nationale.

Omniprésentes, les photographies nous donnent à voir ce que fut le quotidien de la première génération dans son dénouement le plus absolu, l'arrivée d'orphelins au port de Beyrouth en 1920, et encore à Antélias, Ghazir, Saïda, dans le Chouf. Une place est accordée aux clichés de la photographe arméno-libanaise, Ariane Delacampagne, captant des instantanés de vie au contact du petit monde artisan du Bourdj Hammoud d'aujourd'hui, qui contrastent avec des images montrant la majesté d'anciennes demeures, palais et lieux emblématiques libanais immortalisés par des Arméniens.

Un âge d'or révolu

L'âge d'or des Arméniens du Liban commence à partir de la moitié des années 1960, il durera jusqu'à l'éclatement de la guerre civile de 1975. Une nouvelle génération diplômée des meilleures universités de la capitale libanaise, quitte le cocon communautaire. Les artistes arméniens se font un nom à l'instar du peintre Paul Giragossian. Le rayonnement culturel et cultuel arméno-libanais est visible notamment à travers l'Université Haïgazian, unique institution académique de la Diaspora, l'activité de l'Union culturelle Hamazkaïne dont le siège est à Beyrouth et le Catholicossat de Cilicie qui, avec cette dernière, continue à publier la majeure partie des ouvrages en langue arménienne hors d'Arménie.

coll. privée Guiragos Doniguian

Visite de Charles Aznavour dans les années 1970 à l'imprimerie Doniguian à Mar Mikhael

Au plan pédagogique et culturel, jamais les instituts d'études arméniennes n'ont été aussi développés qu'au Liban qui, jusqu'à la fin de la guerre, abritait trois chaires d'arménologie (Hamazkaïne, Haïgazian et l'Université Saint-Joseph). C'est aussi au pays du Cèdre que furent produits les premiers longs métrages arméno-libanais inspirés du romantisme égyptien à l'eau de rose.

La guerre civile qui éclate en 1975 marquera un violent coup d'arrêt à l'effervescence culturelle des Arméniens du Liban. Avec la guerre, ceux-ci retrouvent immédiatement les vieux réflexes de cohésion, de regroupement et de fermeture aux autres que la période 1965-1975 avait éclipsés. *"Notre histoire propre nous a appris que les luttes intestines affaiblissent la Nation et la Cause nationale"* disait naguère le catholicos de Cilicie, Karékine 1er Sarkissian. En l'espace d'une année, les Arméniens verront émigrer leurs meilleurs cadres et intellectuels. Fortement ébranlés par les agissements des miliciens chrétiens phalangistes des Kataëb sous la houlette de Bachir Gemayel et de leurs alliés des Forces libanaises, mais aussi des « Tigres » de l'ex-président Camille Chamoun, ils paieront cher leur refus de prendre partie dans le conflit libanais. Ce que les dirigeants arméniens de la communauté nommèrent *"la neutralité positive"*, fut considéré comme une trahison par la frange la plus radicale du camp chrétien.

Conséquence de cet interminable conflit, la saignée démographique des Arméniens du pays du Cèdre aura de funestes répercussions aussi bien en termes quantitatifs que qualitatifs. Si les statistiques les plus réalistes tablaient sur la présence de 165 000 d'entre eux avant la guerre, ils n'étaient plus que 80 000 en 2008 à y vivre. Les Arméniens conservent néanmoins une certaine visibilité dans l'espace public libanais. La mère de l'ancien président Émile Lahoud est arménienne (comme son épouse), une origine qu'il partage avec son proche conseiller et ancien haut responsable des Kataëb, Karim Pakradouni.

Conformément aux dispositions des accords de Taëf (1989) qui mirent fin à la guerre, un ministère revient d'office à un Arménien dans le cas où le gouvernement se compose de quatorze portefeuilles et deux ministères pour trente membres. L'actuel gouvernement compte deux ministres d'origine arménienne : Jean Oghassabian (ministre d'État pour la Femme, affilié au Bloc du Futur) et Avédis Guidanian (ministre du Tourisme, membre de la FRA Dachnaktsoutiun).

Avec sept députés (sur 128 sièges), les Arméniens sont également surreprésentés au Parlement. La chercheuse Aïda Boudjikanian, qui dans un article retrace l'histoire des Arméniens libanais à l'orée du XXIe siècle, de la guerre civile à l'embrasement de la région, explique ce phénomène par le fait que les Arméniens se sont vus *"récompensés"* pour leur loyauté à l'unité du Liban et de l'aveu de l'ancien Premier ministre, Rafiq Hariri, reconnus pour *"leur refus de la guerre et leur défense de la coexistence harmonieuse"*.

Khachig Babikian, un francophone convaincu

Avec ses 500 pages et ses 350 photos, difficile de lire ce livre d'un seul trait, tant la richesse iconographique est exceptionnelle. A la fois concentré de vies individuelles, d'histoires et d'événements majeurs, l'ouvrage se porte en faux contre les clichés d'une communauté jadis mal intégrée, repliée dans ses quartiers. Loin de se cantonner au « ghetto arménien », il dresse des portraits d'Arméniens dans la cité et des personnalités qui se sont distinguées à l'instar des députés Movsès De Kaloustian (1895-1984), héros de la résistance du Moussa Dagh, et Khachig Babikian (1922-1999), figure de proue de l'unité et de la souveraineté libanaise. Sans doute l'un des plus éminents hommes politiques d'origine arménienne de l'histoire du Liban contemporain, ce dernier se distingua par sa fervente défense de la *"neutralité positive"* pendant la guerre civile. Il fut élu député de Beyrouth soutenu par la FRA Dachnaktsoutiun (sans en être membre) au Parlement en 1957 pour ne quitter son siège qu'à son décès. Dans une ébauche de biographie rédigée par sa propre fille, Christine Babikian Assaf, celle-ci rend hommage à celui qui fut successivement ministre d'État à la Réforme administrative (1960-1961) sous le gouvernement de Saëb Salam, de la Santé sous celui de Rachid Karamé (1972-1973), du Plan et des Affaires étrangères en 1973 sous le gouvernement d'Amine Hafez, de la Justice sous celui de Chafi Wazzan (1980-1982), avant d'intégrer le gouvernement d'Omar Karamé (1990-1992). Très présent sur la scène internationale dans le cadre de l'Union interparlementaire, Khachig Babikian représenta son pays en sa qualité de membre de la délégation parlementaire libanaise à l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) créée en 1967. Il fut successivement vice-président puis président de la section libanaise, élu vice-président de l'AIPLF en 1982, puis à nouveau en 1997. En 1990, il fut nommé représentant personnel du chef de l'Etat au Conseil permanent de la Francophonie, fonction qu'il occupera jusqu'en 1998. Officier de la Légion d'honneur et honoré par l'un des grades les plus élevés de l'ordre de la Pléiade, son engagement francophone a eu un tel impact qu'un ministre libanais ira à déplorer en 2006 la quasi absence de

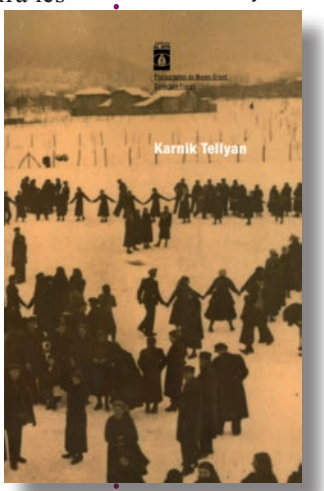
son pays dans la Francophonie depuis le décès de Khatchig Babikian.

Un processus d'« arménisation »

Divisé en quatre parties (« Les Arméniens dans la cité », « Parcours collectifs et individuels », « Beyrouth capitale culturelle arménienne » et « Témoignages et récits de vie »), l'ouvrage met en exergue la manière avec laquelle cette communauté a su maintenir son identité, sa langue et ses traditions tout en posant ses marques dans le terreau libanais. L'évolution de la présence arménienne au Liban témoigne dans un premier temps combien l'intégration a été un parcours semé d'embûches. Il aura fallu deux générations pour que la langue arabe soit acquise et maîtrisée.

Singularité de l'expérience libano-syrienne, la grande majorité des réfugiés fuyant le Génocide étaient des Arméniens de Cilicie, turcophones. Alors qu'en France le processus d'assimilation et de perte de l'identité s'est opéré en l'espace d'une génération, on assiste dans l'entre-deux-guerres au Liban à un processus de construction et de marquage identitaires. C'est ce que fait remarquer l'historien Vahé Tachdjian qui décrit comment les réfugiés arméniens turcophones sont passés par un processus *"d'arménisation"*. Décriée, la langue turque était progressivement confinée à la sphère privée, tandis qu'un effort considérable de scolarisation en arménien était mené à bien.

Siège du Patriarcat arménien catholique et du Catholicossat de la Grande Maison de Cilicie (Lévon Nordiguian), le Liban fut des décennies durant un haut lieu de la vie intellectuelle en diaspora. Le passionnant article de Talar Chahinian restitue les rigueurs du climat de guerre froide qui déchira les écrivains de la Diaspora quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Arménie soviétique. L'occasion aussi pour Antranik Dakessian, rédacteur en chef de la *Revue d'études arméniennes* de l'Université Haïgazian, de dévoiler la richesse de la production littéraire, du pluralisme de la presse et de la grande tradition du théâtre arméniens au Liban.



Aujourd'hui, Beyrouth ne peut se considérer comme la capitale culturelle de la Diaspora. Il n'empêche que la ville demeure le principal poumon de la langue arménienne occidentale, classée en voie de disparition par l'UNESCO, et à laquelle la linguiste Anaïd Donabédian consacre une focale sur les évolutions de sa pratique au Liban et questionne son avenir dans le contexte actuel.

Mais l'histoire des Arméniens du Liban, c'est aussi l'histoire de territoires aux contours bien délimités : le village d'Anjar, les quartiers de Bourdj Hammoud, Mar Mikhael…, et aujourd'hui Antélias, Jal Ed Dib et Zalqa ; ou comment les misérables taudis de la Quarantaine (ce quartier populaire du port de Beyrouth) ont laissé place à des immeubles en dur grâce à une tardive mais salutaire politique de relogement qui a abouti dans les années 1960.

Le remarquable ouvrage qui nous est donné à lire est l'histoire d'une longue et patiente construction, à la fois humaine et matérielle ; celle d'une communauté qui a ressuscité de ses cendres et en filigrane celle d'un pays métamorphosé, qui après avoir éprouvé les affres de la guerre, mue vers de nouveaux horizons dans un environnement trouble. Bien qu'affaiblis numériquement, les Arméniens ont encore un avenir au pays du Cèdre. ■

(1) Christine Babikian Assaf, Carla Eddé, Lévon Nordiguian et Vahé Tachjian (dir.), Les Arméniens du Liban : cent ans de présence, Presses de l'Université Saint-Joseph, *2017, 511 p. Prix : 40$ (hors frais de port). Pour commander l'ouvrage en ligne : www.usj.edu.lb/publications/catalogue/fiche.htm?id=O2852 ou écrire à Céline Ghobril Dagher : celine.dagher@usj.edu.lb*

(2) Christine Babikian Assaf, est doyenne de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Saint-Joseph, Carla Eddé est chef du département d'Histoire et Relations internationales et Lévon Nordiguian, est archéologue, ancien enseignant à l'USJ, et responsable des archives de la photothèque de la bibliothèque orientale de la même université. De son côté, Vahé Tachjian est historien, docteur en histoire de l'EHESS.

KARNIK TELLYAN

Textes d'Ani et Sarkis Tellyan, Houda Kassatly, Collection Traces Photographies du Moyen-Orient, Beyrouth, éditions Al Ayn - 112p. - *Pour tout renseignement contacter houdakassatly@hotmail.com*

Troisième opus de la collection dédiée aux photographes du Moyen-Orient, c'est au tour de l'ouvrage de l'Arméno-Libanais Karnik Tellyan de ressortir des décombres de l'oubli. L'initiative revient au travail de l'ethnologue et sociologue libanaise, Houda Kassatly, fondatrice de la maison d'édition *Al Ayn* (l'œil) et dont les travaux sont axés sur la mémoire, le patrimoine du Liban et du Moyen-Orient. Né à Césarée (aujourd'hui Kayseri) en 1904 et décédé à Beyrouth en 1979 en pleine guerre, la vie de Karnik Tellyan se confond avec les grandes secousses telluriques du XXe siècle. L'Orient en noir et blanc n'est pas une carte postale chargée de fioritures orientalistes mais une approche sensible du réel. Rescapé du Génocide, Karnik Tellyan s'était finalement installé dans la capitale libanaise après une longue errance en Orient et en Occident. Il avait travaillé dans plusieurs studios à Dhour Choueir et à Beyrouth où son travail était vivement apprécié. Spécificité de son œuvre, celle-ci ne se cantonne pas au seul Liban. Les splendides photographies qui jonchent le livre ont été prises en grande partie au cours des innombrables voyages du photographe effectués au cours de sa jeunesse en Europe de l'Est à la rencontre de cultures méconnues. De ses pérégrinations en terres communistes, l'œil avisé de Tellyan a immortalisé des cérémonies religieuses frappées du sceau de l'interdit. Il faut souligner ici la singularité de ce photographe voyageur qui a arpenté le monde, tel un ethnologue, pour témoigner de cette autre humanité qui l'habite. ■

Tigrane Yégavian

Portrait d'une conscience arménienne dans l'exil

C'est à Antélias, au Liban, que siège Sa Sainteté Aram Ier, catholicos de la Grande Maison de Cilicie. Il est une voix qui compte dans le monde arménien mais aussi au Liban et parmi les Eglises d'Orient. Figure œcuménique et francophone, il est un fervent défenseur de la Cause arménienne.

■ **PAR TIGRANE YÉGAVIAN**

Le Catholicos Aram Ier

Il est un regard grave mais surtout une voix. Forte, déterminée, elle a fait frissonner plus d'un fidèle. Né à Beyrouth le 8 mars 1947, Aram Ier est la seconde tête de l'Eglise arménienne apostolique, la primauté revenant au Catholicos de tous les Arméniens qui siège à Etchmiadzine. C'est en 1968 que le jeune Bédros Kéchichian, de son nom de baptême, est ordonné prêtre. En 1978, celui qui deviendra Aram Ier est élu primat du diocèse de l'Eglise arménienne du Liban. Il sera ordonné évêque un an plus tard et élu Catholicos de Cilicie en 1995.

Apôtre de l'unité chrétienne

"Quand j'étais étudiant, j'avais un intérêt académique pour l'œcuménisme ; après mon ordination, c'est devenu une manière de vivre, d'être chrétien dans le monde d'aujourd'hui" aime à redire le Catholicos de Cilicie qui fut désigné en 1972 responsable de l'Eglise arménienne auprès des relations œcuméniques. Après des études au Séminaire théologique d'Antélias, à l'Ecole de théologie de Beyrouth et à l'Université américaine de la même ville, Aram Ier choisit de se spécialiser dans les domaines de la philosophie, de la théologie systématique contemporaine et de l'histoire de l'Eglise d'Orient, obtenant son doctorat à l'Université Fordham (New-York). C'est sans doute après ses études au Centre universitaire œcuménique à Bossey, en Suisse, qu'il acquiert la maîtrise du français. En 1975, il est nommé membre de la commission, Foi et Constitution, du Centre œcuménique des Eglises (COE), où il jouera un rôle actif dans la création et la restructuration du Conseil des Eglises du Moyen-Orient. Son engagement œcuménique atteint son apogée en 1983 lorsqu'il est élu membre du Comité central du COE lors de l'assemblée de Vancouver, puis médiateur du comité exécutif central de cette organisation qui compte 350 Eglises membres de toutes confessions, cultures, et nationalités confondues. En 1991, il est élu président du Comité central du COE lors de la septième assemblée (à Canberra), puis réélu à l'unanimité lors de la huitième assemblée (à Harare) devenant ainsi le plus jeune à avoir été nommé à cette fonction et le premier non catholique et non protestant à l'exercer.

Rattrapé par la guerre

Alors qu'il est le prélat de l'Eglise arménienne apostolique du Liban, son pays est ravagé par une effroyable guerre civile. Faisant face à la tempête, il réorganise les paroisses et les établissements scolaires, s'adaptant au contexte tout en propulsant une nouvelle dynamique. Depuis 2011, il coordonne l'aide aux Arméniens de Syrie tout en multipliant les canaux de dialogue avec les dirigeants syriens.

On lui doit par ailleurs de multiples initiatives aussi bien au plan œcuménique, comme la réconciliation entre l'Eglise copte d'Egypte et l'Eglise d'Ethiopie en 2007, qu'au niveau libanais en prenant activement part au dialogue islamo-chrétien. Le Catholicos a entrepris de nombreuses réalisations au sein du Catholicossat avec le Musée de Cilicie, le Centre des archives et manuscrits, les résidences pour les évêques et prêtres… Son attachement aux études arméniennes se manifeste notamment via la qualité des publications sorties des presses d'Antélias. Aram Ier est du reste auteur d'une vingtaine d'ouvrages en arménien et en anglais sur l'Eglise arménienne et sur les questions œcuméniques. Une version abrégée de sa thèse de doctorat a été publiée en 1990 sous le titre : *Conciliar Fellowship. A Common Goal* (Genève, *WCC Publications*, 1990).

Mais cette trop rapide esquisse ne serait être complète sans mentionner l'impact du Catholicos au profit de la défense de la Cause arménienne. Héritier du Catholicossat de Sis spolié par l'Etat turc, le procès intenté pour le récupérer a défrayé la chronique. A ses yeux, la question des réparations doit figurer à l'agenda, au même titre qu'une demande de pardon. Homme de pensée et d'action, Aram Ier constitue une sorte de synthèse réussie de ce qu'est l'Eglise arménienne depuis plus d'un millénaire dans sa dualité : à la fois institution nationale et refuge de la foi chrétienne. ■

INSOLITE

L'aventure spatiale arméno-libanaise

■ PAR MARIE-ANNE THIL

Photo Libération

Le groupe The Lebanese Rocket Society

L'histoire commence avec un livre de Jules Verne, *De la terre à la Lune*, que lit un petit garçon de 10 ans, né en 1935 à Jérusalem. Son oncle qui le lui a offert n'imagine pas la *"fascination pour la science, les fusées et l'exploration de l'espace"* que ce récit exercera sur le cerveau du jeune Manoug Manougian. Et le rêve devient réalité.

Il prend forme au Liban, dans les années 60, au Collège Haïgazian à Beyrouth où le jeune homme, après ses études au Texas, enseigne les mathématiques et la physique. Dans le club de science qu'il crée, les étudiants sont passionnés par la compétition qui se joue entre les Américains et les Russes pour la conquête de l'espace. Le Club devient le *Haïgazian College Rocket Society* (HCRS) et 6 étudiants arméniens (1), enfants des rescapés du Génocide de 1915, le rejoignent. Ils n'ont de cesse de réfléchir à la conception d'une fusée et de son combustible et après plusieurs essais, ils sont prêts. Ils lancent la première fusée à un étage en 1961 qui tombe près d'une église. Personne n'est blessé. Très vite, le gouvernement libanais s'en mêle, certainement pour des raisons de sécurité et de sûreté et sans doute pour d'autres intérêts, que précisera le capitaine Youssef Wehbe (2) chargé de les superviser : *"Notre rêve était de transformer cette fusée en arme. Mais bien sûr, on faisait croire à Manoug qu'on était là pour la science"*. Le gouvernement met à leur disposition un terrain militaire au Mont Sannine pour leurs essais. Ils lancent CEDAR 2 («Cèdre 2»), *"en hommage au Liban et à son drapeau, un symbole de la liberté et de la paix"*, dira Manougian. Le lancement de cette fusée à 2 étages dure 4 minutes sur une trajectoire de 109 km avant de s'écraser dans la Méditerranée. Il est suivi par des membres du gouvernement, des médias, des centaines de spectateurs et des représentants de diverses ambassades. Manoug Manougian et son équipe deviennent de véritables vedettes et sont surnommés les *Rockets Boys*. Invités par le gouvernement qui apporte une aide financière via le ministère de l'Education, ils utilisent librement les ateliers militaires. L'armée met à disposition un terrain pour les essais. Le HCRS devient alors la *Lebanese Rocket Society* (LRS). Le capitaine Wehbe leur propose de lancer une fusée à 3 étages, le jour de l'indépendance du Liban, le 21 novembre 1962 : 15 000 personnes y assistent et un timbre postal est émis représentant le lancement de CEDAR 3.

De 1964 à 1966, le lancement des fusées se poursuit. Le 4 août 1966, CEDAR 8 atteint 150 km de vol et tombe près d'un destroyer anglais, non loin de Chypre, créant un incident diplomatique. Peu après, Manoug Manougian quitte le Liban pour retourner enseigner à l'Université de South Florida aux Etats-Unis. En 1967, CEDAR 10 est lancé par le gouvernement et atteint plus de 600 km. Le programme spatial libanais s'arrête là. La guerre civile vient de commencer.

Aujourd'hui, une copie de Cedar 4, conforme aux dimensions originelles, se trouve à l'Université Haïgazian, pour commémorer cette étonnante aventure. Cette réplique fut faite pour les besoins du documentaire réalisé en 2012 et pour rendre hommage à la science. Elle fut inaugurée le 21 février 2011. ■

(1) Simon Aprahamian, Hraïr Kelechian, Garabed Basmadjian, Hampar Karaguezian, Michael Ladah et John Tilkian.

(2) Dans le documentaire, The Lebanese Rocket Society, réalisé en 2012 par Khalil Joreige et Joana Hadjithomas, cinéastes plasticiens, afin de retracer cette étonnante aventure.

Photo Paris-Match

Traversée de Beyrouth pour installer la copie de CEDAR 4 à l'Université Haïgazian en 2011